

23 oct 2002 -17:00

## Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 23 octobre 2002.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le mercredi 23 octobre 2002, à partir de 10h00. Le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le mercredi 23 octobre 2002, à partir de 10h00. Le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Premier Ministre a tout d'abord détaillé les points les plus importants de l'avant-projet de la loi-programme. Les cinq cents pages de ce texte assurent non seulement l'exécution des décisions budgétaires mais reprennent aussi des dizaines de mesures visant à renforcer le tissu socio-économique de la Belgique (communiqué 1 du 23/10/2002). Le Premier Ministre a aussi mis l'accent sur l'approbation définitive du projet d'arrêté royal concernant la délivrance de cartes d'identité pour les Belges résidant à l'étranger (communiqué 2 du 23/10/2002). Plusieurs avant-projets de loi concernant la Justice ont également été approuvés: un avant-projet de loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire en ce qui concerne notamment le Conseil supérieur de la justice (communiqué 3 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant création d'un Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (communiqué 4 du 23/10/2002); un avant-projet de loi transposant la décision du Conseil européen du 28 février 2002 instituant Eurojust (communiqué 5 du 23/10/2002); un avant-projet de loi transposant la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres (communiqué 6 du 23/10/2002); un avant-projet de loi relatif aux infractions terroristes (communiqué 7 du 23/10/2002). L'avant-projet de loi concernant le statut social et fiscal des conjoints aidants d'indépendants (communiqué 8 du 23/10/2002) est inséré dans la loi-programme a souligné le Premier Ministre. Le Premier Ministre a aussi mis en exergue le principe d'un réajustement de la participation des forces armées belges à des opérations internationales (communiqué 9 du 23/10/2002). Le Premier Ministre a encore insisté sur plusieurs décisions de portée internationale: deux avant-projets de loi par lesquels les accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier entre les Etats du Bénélux et, respectivement, la République de Hongrie et la Roumanie peuvent être soumis au Parlement (communiqué 10 du 23/10/2002); un avant-projet de loi d'assentiment à la Convention pénale sur la corruption, du Conseil de l'Europe (communiqué 11 du 23/10/2002); un avant-projet de loi d'assentiment à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et de ses trois protocoles additionnels, l'un visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants; l'autre contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer et le dernier contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (communiqué 12 du 23/10/2002); Le Conseil des Ministres a encore approuvé: la désignation d'un nouveau membre au Conseil fédéral de la Politique scientifique (CFPS), en remplacement d'un membre démissionnaire (communiqué 13 du 23/10/2002); projet d'arrêté royal organisant le transfert de la propriété de parcs de l'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale (communiqué 14 du 23/10/2002); un projet d'arrêté royal relatif à la redistribution du travail dans le secteur public pour le CPAS de Tournai (communiqué 15 du 23/10/2002); un projet d'arrêté royal relatif à la vente, en 2002, de bâtiments et terrains de l'Etat gérés par la Régie des bâtiments (communiqué 16 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en vue des élections sociales de 2004 (communiqué 17 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant assentiment de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exécution et le financement de l'assainissement du sol des stations-service (communiqué 18 du 23/10/2002); un projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 24 de la loi programme (communiqué 19 du 23/10/2002); la conclusion d'une

Convention entre l'Etat belge, la S.A. Berlaymont 2000 et la Commission européenne (communiqué 20 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets (communiqué 21 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, dite Convention de Kyoto (communiqué 22 du 23/10/2002); un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole n°13 à la Convention européenne de la sauvegarde des Droits de l'Homme (CEDH) relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (communiqué 23 du 23/10/2002).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale  
Communication externe  
Rue de la Loi 16  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 501 02 11  
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael  
Service Rédaction (FR)  
+32 2 287 41 92  
+32 477 59 14 37  
[christophe.springael@premier.fed.be](mailto:christophe.springael@premier.fed.be)

Thomas Ferri  
Service Rédaction (NL)  
+32 2 287 41 42  
+32 471 67 07 73  
[thomas.ferri@premier.fed.be](mailto:thomas.ferri@premier.fed.be)